

PROFIL



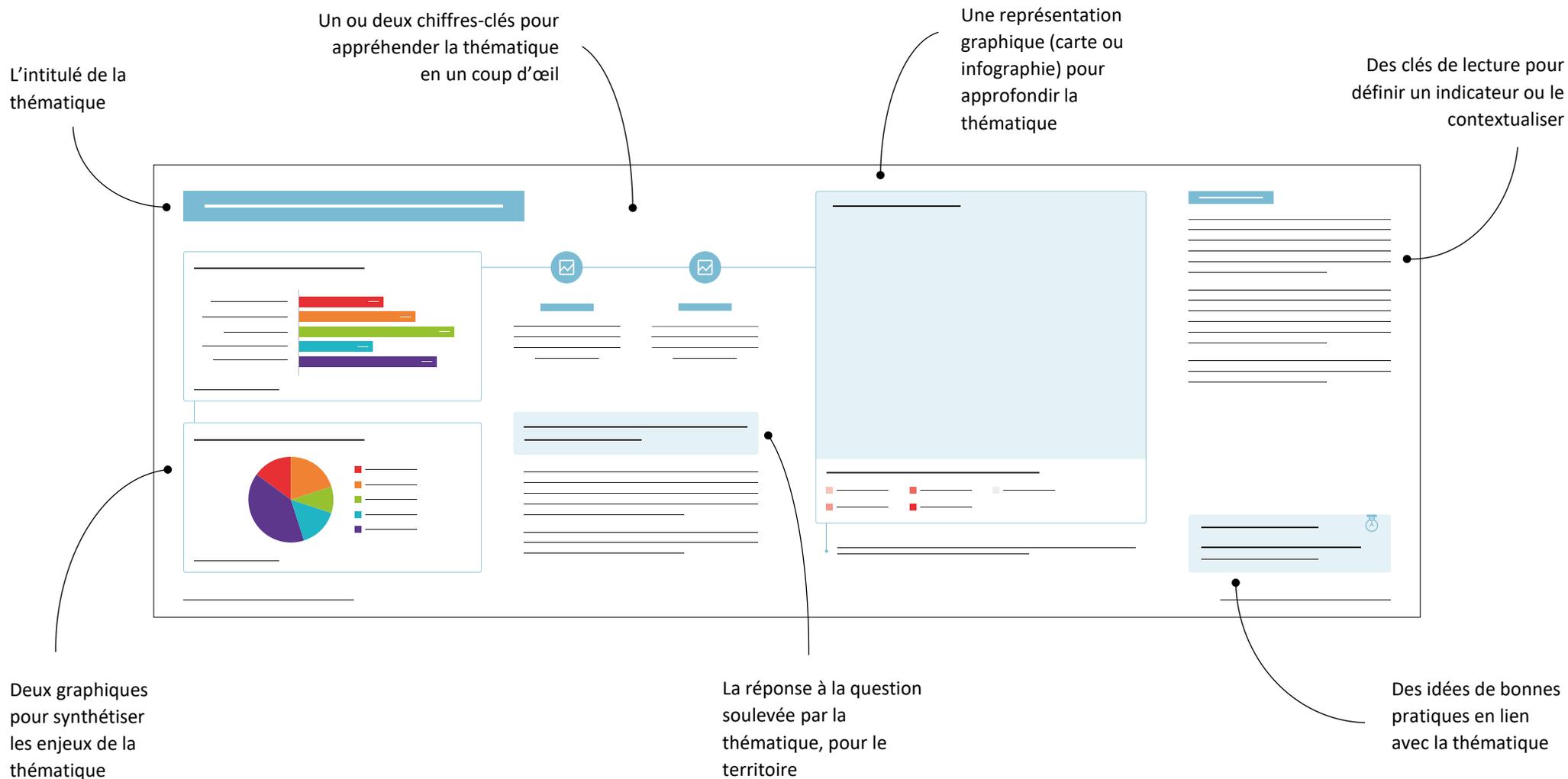
thématique

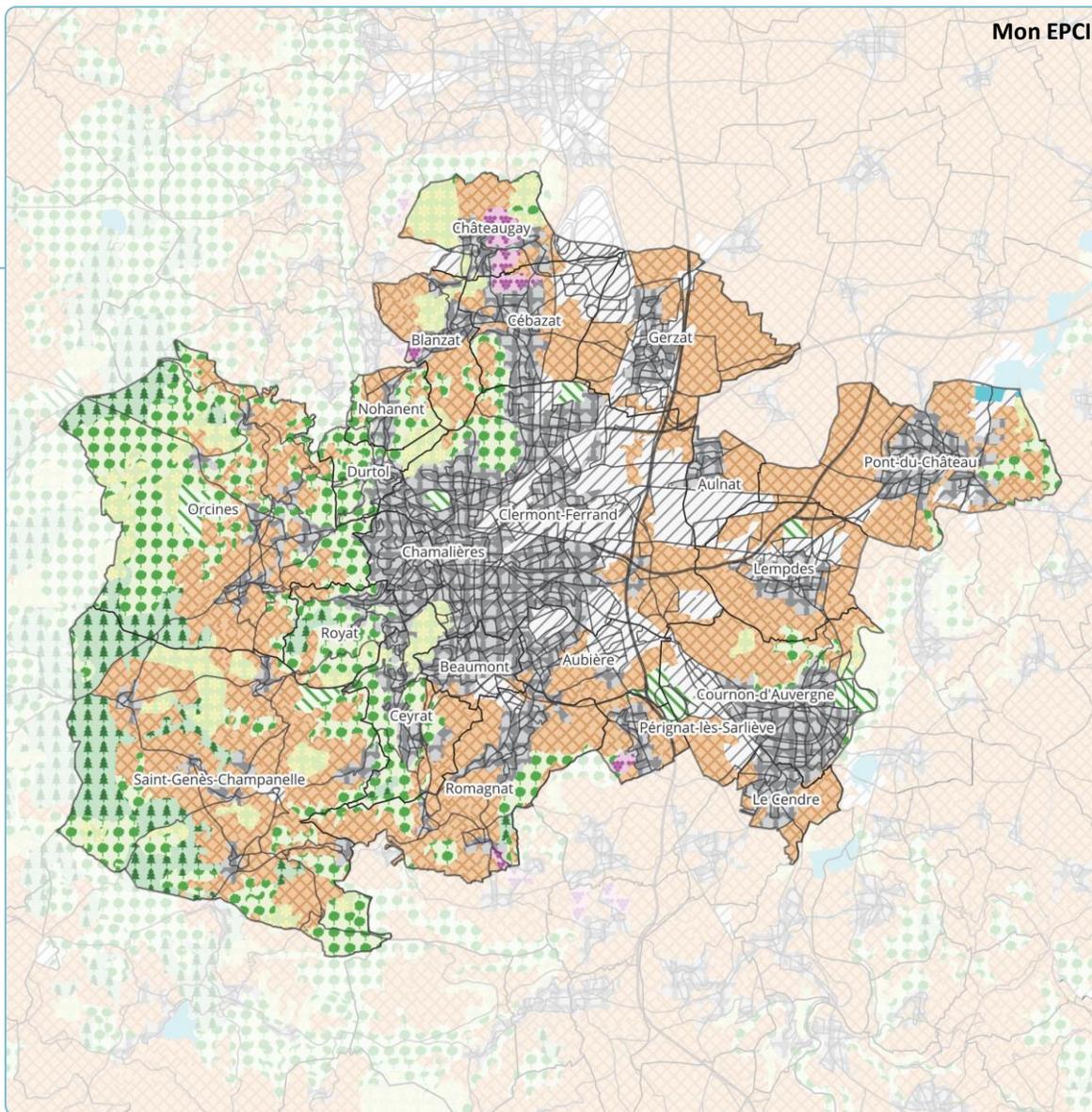
PRÉCARITÉ

Ma commune-mon EPCI

SEPTEMBRE 2024

COMMENT LIRE VOTRE PROFIL THÉMATIQUE ?





Les cartographies proposées sont réalisées à l'échelle de l'EPCI. La carte ci-dessus permet de positionner chacune des communes.

ÉDITO

Appuyer vos décisions sur des éléments fiables et objectifs

J'ai le plaisir de vous faire parvenir le Profil Précarité conçu par Ithéa. Construit à partir des derniers chiffres disponibles pour Ma commune-mon EPCI, ce document vous permettra :

1. D'appuyer les décisions impactant les personnes en situation de précarité sur des données objectives
2. De présenter et valoriser Ma commune-mon EPCI votre collectivité auprès de ses forces vives et de ses partenaires
3. D'alimenter vos études et schémas (Analyse des Besoins Sociaux (ABS), réflexions sur le champ de compétences du CCAS, règlement des aides facultatives...)

Il s'adresse à tous les acteurs de votre collectivité, et ce sans limitation d'usage. Je vous souhaite une excellente lecture !

Pauline Zeiger

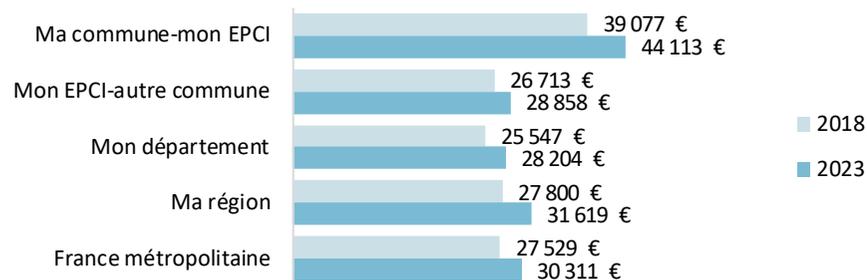
pauline.zeiger@ithea-conseil.fr

SOMMAIRE

Niveau de vie	04
Indicateurs de précarité	06
Emploi et précarité	10
Logement et précarité	14
Précarité des femmes	16
Précarité des jeunes	18
Précarité des seniors	20

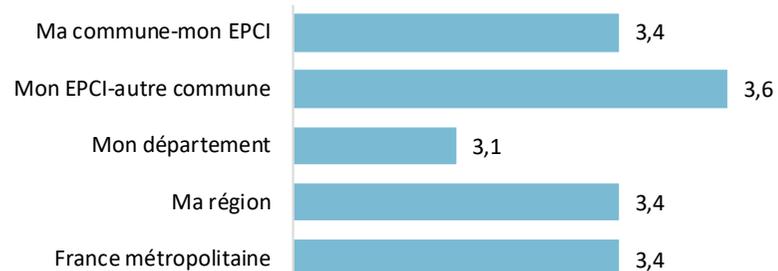
NIVEAU DE VIE

Revenu annuel moyen des foyers fiscaux



Source : DGFIP, 2023

Rapport interdécile



Source : INSEE FiLoSoFi, 2021



1 473

Le nombre de foyers fiscaux non imposés pour ma commune-mon EPCI



61%

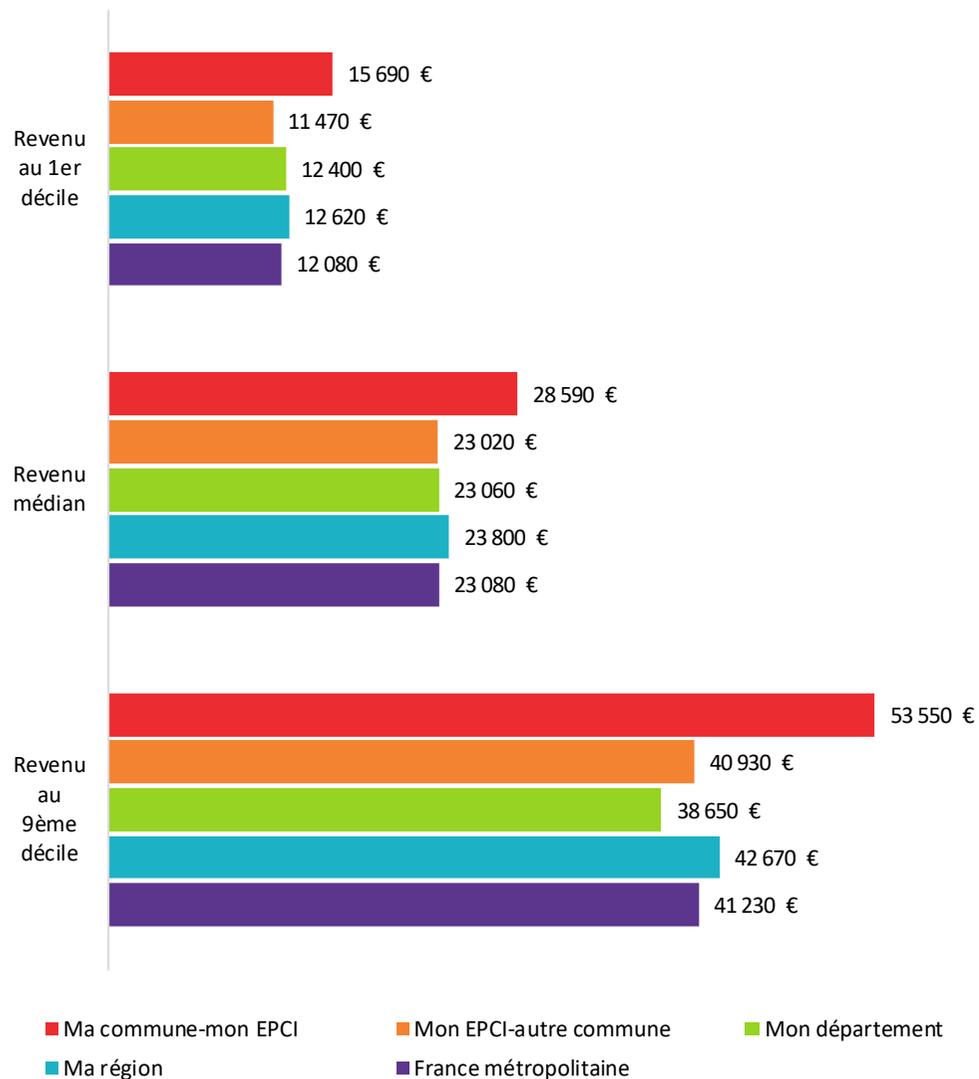
La part des foyers fiscaux imposés de la commune

Une population plutôt aisée

- Un revenu annuel moyen de 44 113€ par foyer fiscal contre 28 204€ pour mon département ou encore 30 311€ pour la France métropolitaine
- Des inégalités de revenus présentes avec un rapport interdécile de 3,4
- 39% foyers fiscaux non-imposés pour ma commune-mon EPCI, impliquant des ménages aux revenus modérés voire pour certains modestes



Revenus aux 1^{er}, 5^{ème} et 9^{ème} déciles



Source : FiLoSoFi, 2021

REVENUS INTERDÉCILES

Revenu au 1^{er} décile : 10 % des ménages touchent moins

Revenu au 5^{ème} décile (médiane) : 50 % des ménages touchent moins

Revenu au 9^{ème} décile : 90 % des ménages touchent moins

REVENU MOYEN ET REVENU MÉDIAN

Il existe deux manières de calculer les revenus de la population :

- **Revenu moyen** = somme des revenus de l'ensemble des foyers fiscaux / total des foyers fiscaux
- **Revenu médian** = 50% des foyers fiscaux perçoivent plus, 50% des foyers perçoivent moins.

Le revenu médian est souvent plus proche de la réalité, de très hauts salaires pouvant tirer le revenu moyen vers le haut.

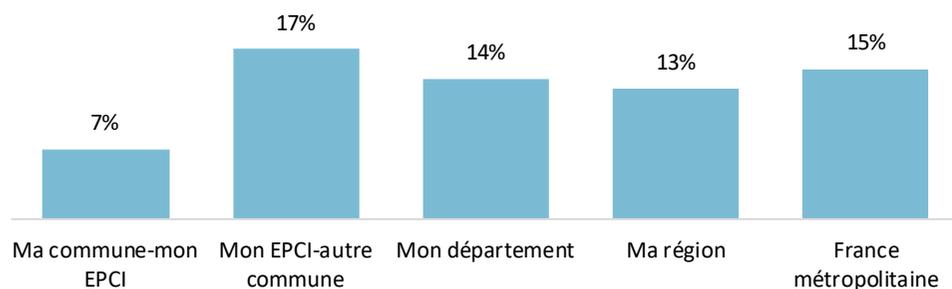
MÉNAGES FISCAUX IMPOSÉS

La part des ménages fiscaux imposés est le pourcentage des ménages fiscaux qui ont un impôt à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Toutefois, les foyers percevant un revenu annuel inférieur à un certain montant sont exonérés de cet impôt. Par exemple pour une personne seule, le revenu maximal permettant de bénéficier d'une exonération est de 17 144€ par an.

NB : En 2021 en France, 52% de la population est exonérée d'impôts sur le revenu.

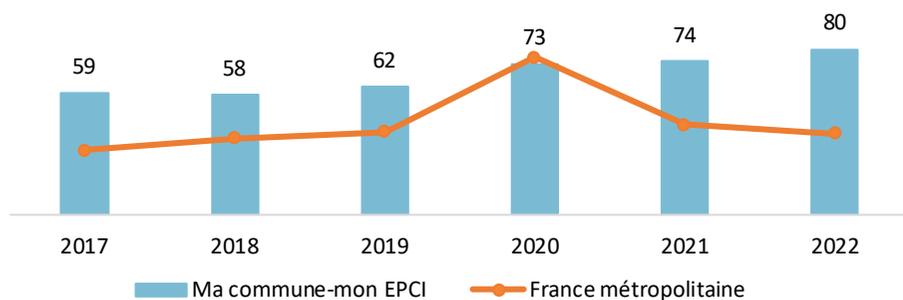
INDICATEURS DE PRÉCARITÉ (1/2)

Taux de pauvreté



Source : INSEE FiLoSoFi, 2021

Évolution des foyers allocataires CAF au RSA



Source : CAF, 2022



460

Le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté pour ma commune-mon EPCI



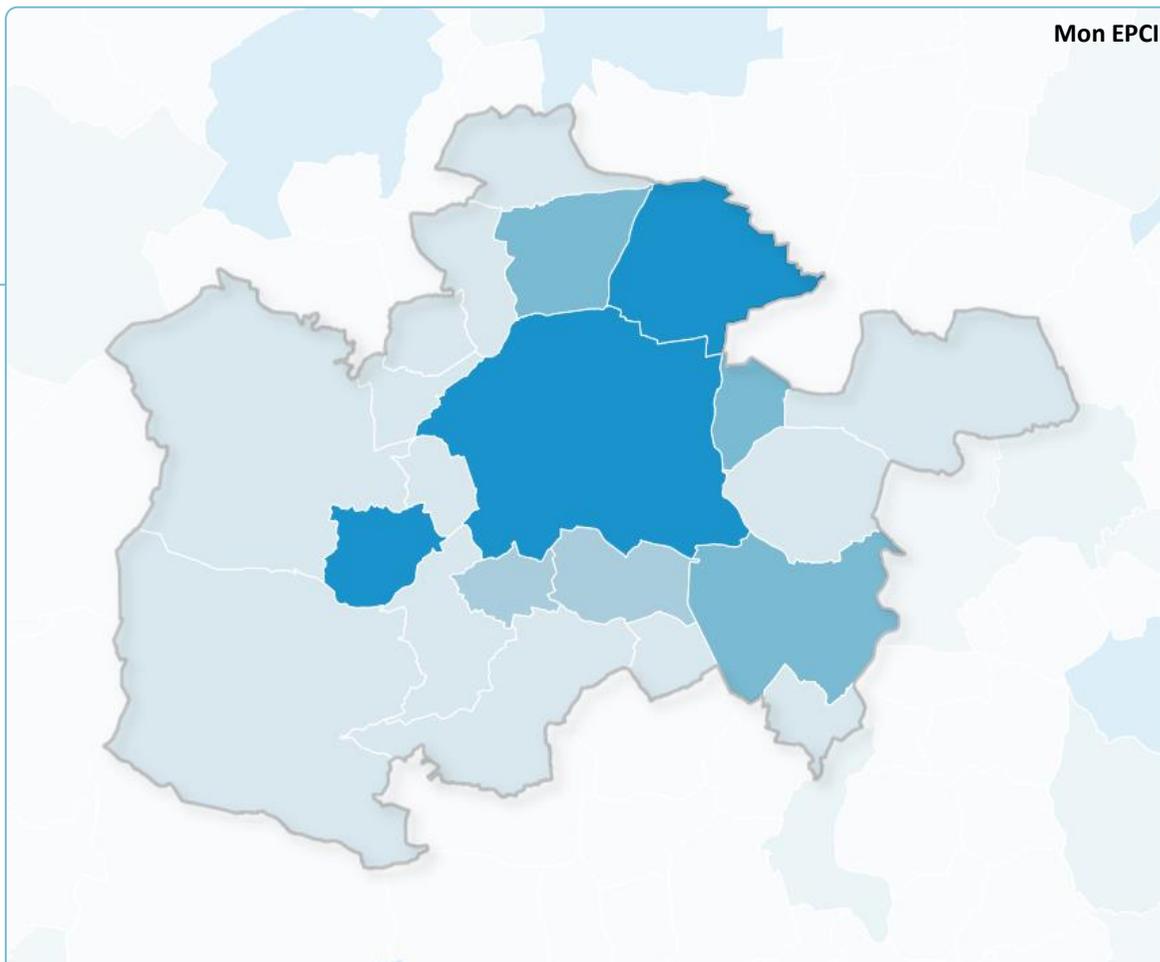
3%

La part des ménages de la commune qui bénéficient du RSA

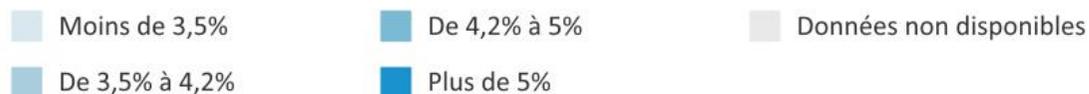
Des besoins modérés en matière d'insertion professionnelle

- Des foyers bénéficiaires du RSA moins présents qu'ailleurs : 2,9% des ménages de la commune contre 4,7% pour mon département ou encore 5,7% pour la France métropolitaine
- Des ménages au RSA qui représentent 80 foyers contre 59 en 2017
- Un taux de pauvreté de 7% contre 14% pour mon département ou encore 15% pour la France métropolitaine





Part des ménages bénéficiaires du RSA



Source : CAF, 2022

A l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, la part la plus élevée de bénéficiaires du RSA est enregistrée pour Gerzat (8%). La part la plus faible est quant à elle enregistrée pour Saint-Genès-Champanelle (1%).

DONNÉES SUR LA PRÉCARITÉ

Selon le baromètre de la pauvreté IPSOS/Secours Populaire 2023, la situation des Françaises et des Français empire après une année 2022 marquée par une dégradation des situations sociales :

- Plus d'un Français sur deux déclare ne pas mettre d'argent de côté (53%) et près d'un sur cinq vit à découvert (18%)
- 45% des Français (soit +6 points depuis 2022) indiquent s'être retrouvés dans l'incapacité, absolue ou partielle, de payer certains actes médicaux
- 32% des Français indiquent ne pas toujours être en capacité de se procurer une alimentation saine et en quantité suffisante pour manger trois repas par jour et 36% des parents indiquent se priver pour que leur enfant puisse avoir des repas corrects
- Près d'une famille sur deux (46%) connaît des difficultés à répondre aux besoins de ses enfants (ex. fournitures scolaires, vêtements, activités extrascolaires, cantine...)

SEUIL DE PAUVRETÉ

Le seuil de pauvreté est fixé par convention à 60% du revenu de vie médian de la population. Cela représente 1 158€ par mois pour une personne vivant seule et 2 432€ pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.

En France, 9,1 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2021.



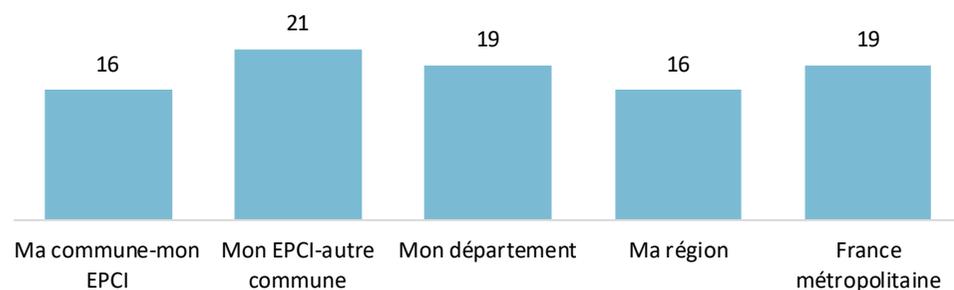
Initiative inspirante

Une épicerie solidaire à **Fleurance (32)**

À découvrir dans l'onglet « Bonnes pratiques » sur ithea-conseil.fr

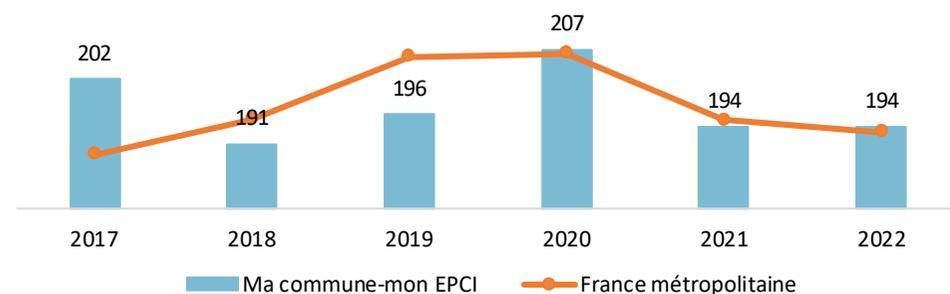
INDICATEURS DE PRÉCARITÉ (2/2)

Foyers bénéficiaires de prestations solidarité-insertion pour 100 ménages



CAF, 2022

Évolution des foyers CAF à bas revenus



Source : CAF 2022



- 8

L'évolution en nombre des foyers à bas revenus depuis 2017



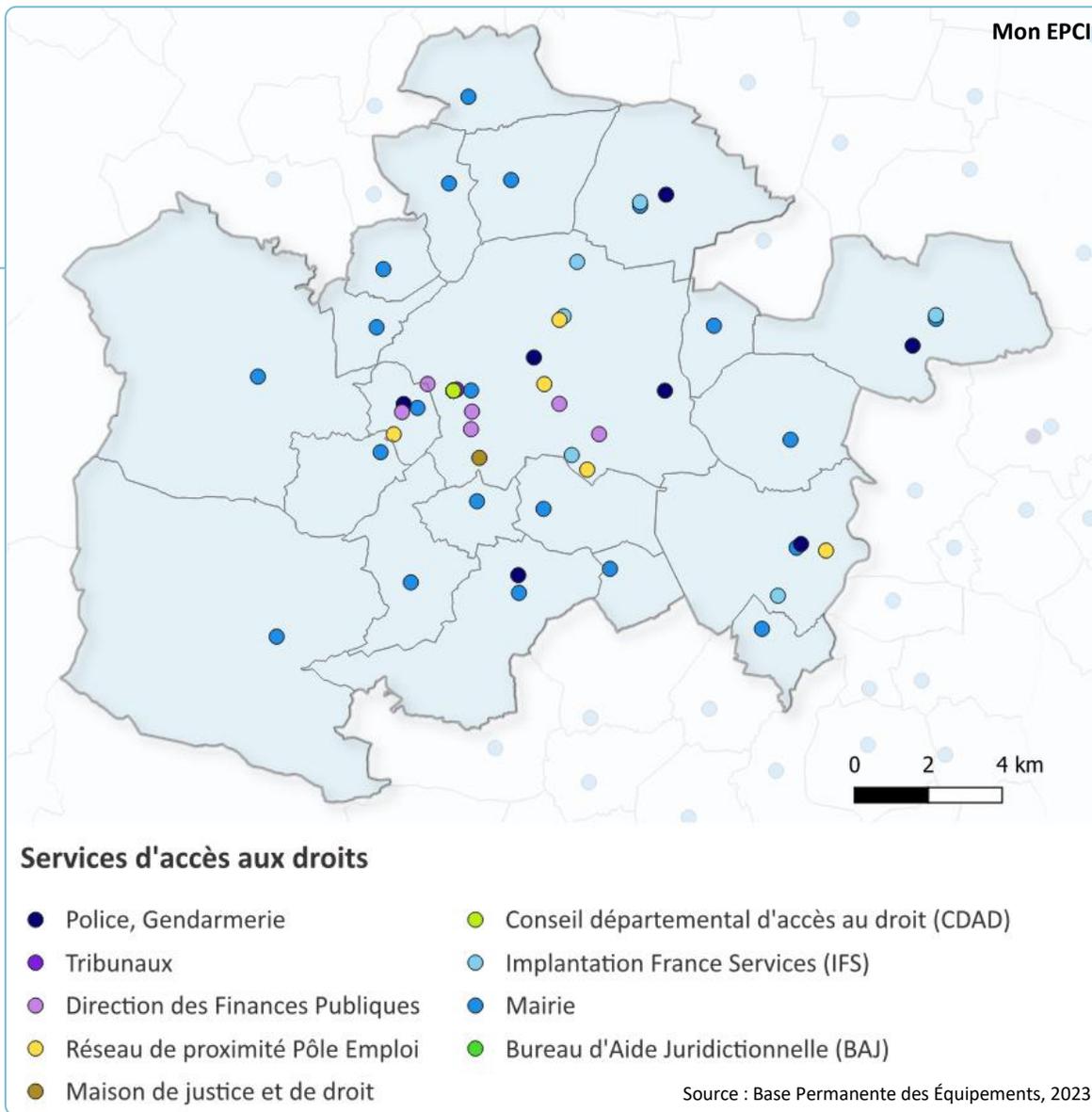
5%

La part des bénéficiaires de la CSS (participative et non participative) contre 11% pour la France métropolitaine

Une part limitée de ménages fragiles pour ma commune-mon EPCI

- 16 foyers bénéficiaires d'une prestation "solidarité-insertion" de la CAF pour 100 ménages de la commune : un chiffre inférieur à ceux des territoires de comparaison
- 194 foyers à bas revenus recensés à l'échelle de la commune en 2022 contre 202 en 2017





A l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, le nombre de structures d'accès au droit le plus élevé est enregistré pour Clermont-Ferrand (20).

NON-RECOURS AUX DROITS

Le non-recours aux droits est un phénomène important en France. Il est de 50% pour le minimum vieillesse, de 34% pour le RSA et de 30% pour l'assurance-chômage*. Il existe des variations importantes des taux de non-recours aux droits selon le type de prestations auxquelles les usagers pourraient prétendre mais aussi selon l'origine géographique des ayants-droits potentiels. Divers motifs de non-recours peuvent être identifiés et notamment :

- Le manque d'information sur les aides ou organismes
- La complexité des démarches
- La crainte des conséquences négatives
- La volonté d'autonomie, le refus d'assistance

* DREES, 2022

FOYERS CAF À BAS REVENUS

Un foyer est considéré à bas revenus par la CAF si son Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur à 60% du RUC médian de la population.

PRESTATIONS SOLIDARITÉ - INSERTION

Les prestations solidarité – insertion concernent les aides distribuées par la CAF pour soutenir la population fragilisée en garantissant un revenu minimum. Celles-ci concernent notamment la prime d'activité, le RSA ou encore l'Allocation Adulte Handicapé.

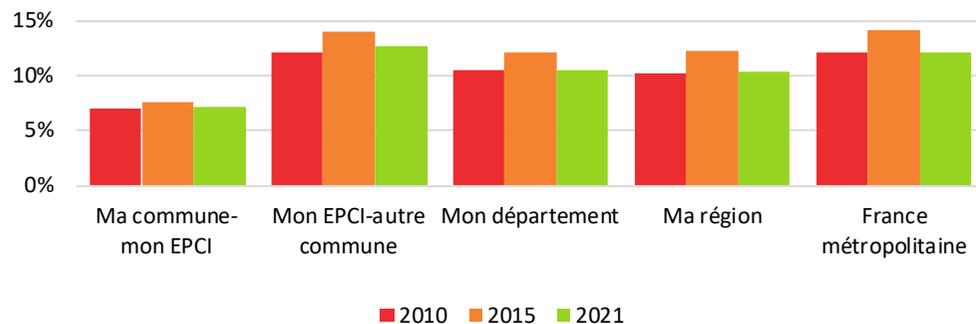
Initiative inspirante

Un territoire zéro non-recours à **Vénissieux (69)**

À découvrir dans l'onglet « Bonnes pratiques » sur ithea-conseil.fr

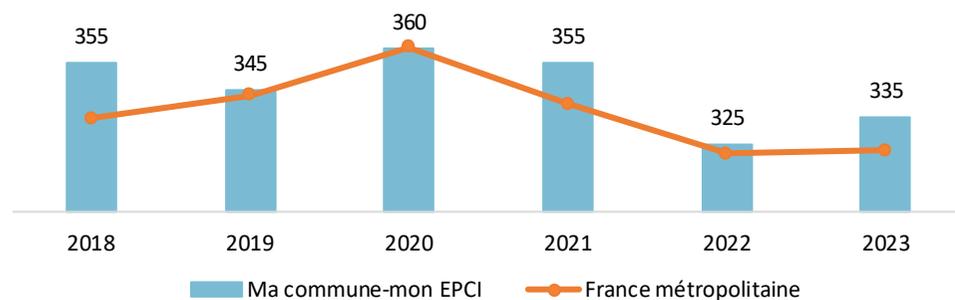
EMPLOI ET PRÉCARITÉ (1/2)

Taux de chômage des 15-64 ans et évolution entre 2010 et 2021



Source : INSEE, 2021

Évolution des DEFM de cat. ABC depuis 2018



Source: France Travail, 2023



198

Le nombre de chômeurs au sens de l'INSEE pour ma commune-mon EPCI



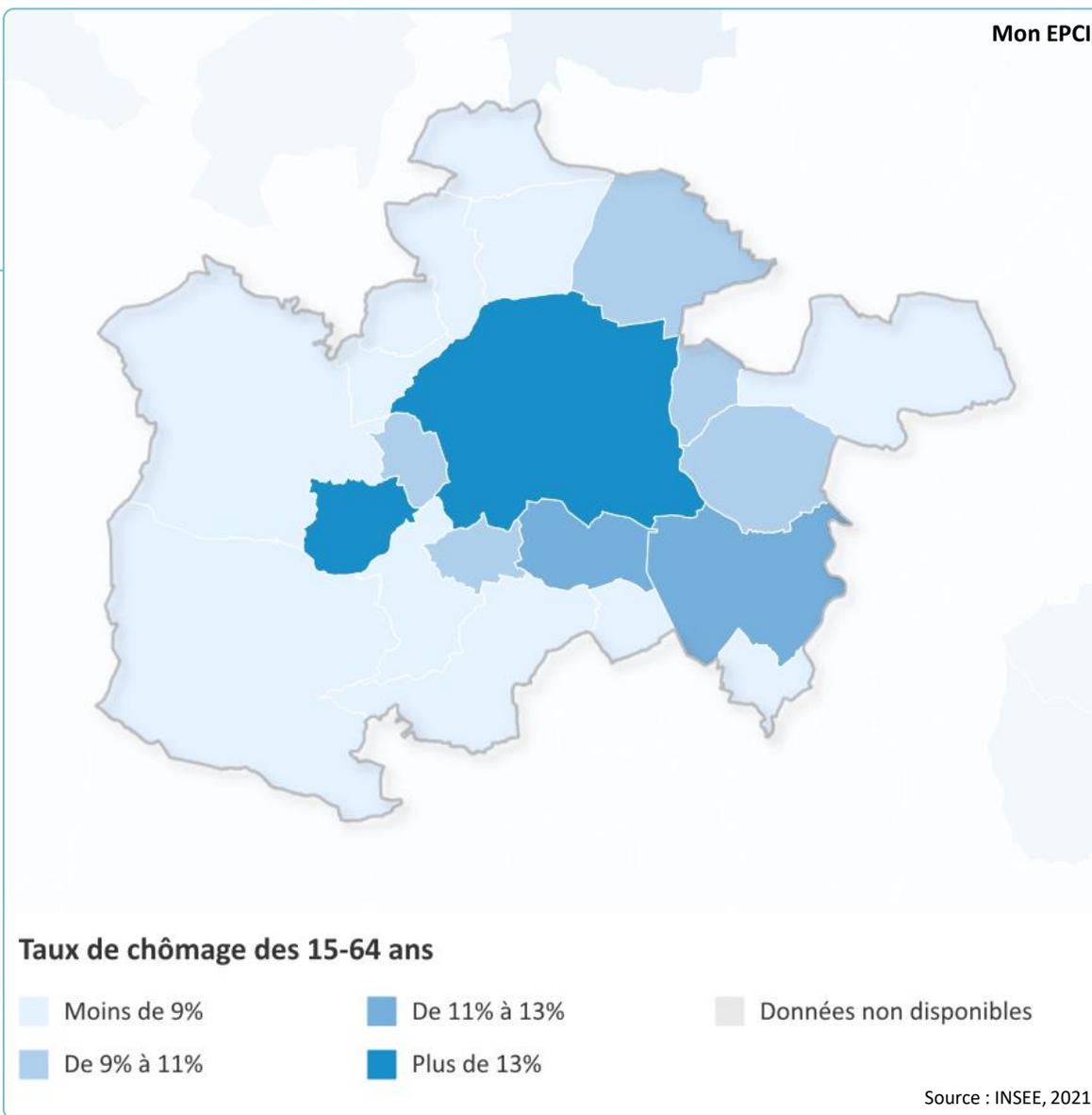
12

Le nombre de DEFM de catégorie ABC pour 100 actifs

Un accès à l'emploi favorable pour ma commune-mon EPCI

- Un taux de chômage (au sens de l'INSEE) de 7% : un niveau inférieur aux territoires de comparaison
- Une situation qui concerne 198 personnes (au sens de l'INSEE)
- Pour France Travail, des Demandeurs d'Emplois en Fin de Mois (DEFM) qui sont au nombre de 335





A l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, la part la plus élevée d'actifs de 15-64 ans au chômage est enregistrée pour Clermont-Ferrand (16%). La part la plus faible est quant à elle enregistrée pour Saint-Genès-Champanelle (4%).

DÉFINITION DU CHÔMAGE

Chômage INSEE au sens du Bureau International du Travail (BIT).

Une personne est définie chômeuse au sens du BIT si elle est âgée de plus de 15 ans et qu'elle répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée, être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines et avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à France Travail.

Chômage au sens du Recensement.

Est considérée comme chômeur, toute personne (de plus de 15 ans) s'étant déclarée chômeuse sauf si elle a déclaré explicitement ne pas rechercher de travail ; ainsi que les personnes ne s'étant pas déclarées spontanément ni en emploi, ni au chômage mais qui ont tout de même déclaré rechercher un emploi.

Chômage au sens de France Travail.

Personne inscrite sur les listes de France Travail, à la recherche d'un emploi, résidant sur le territoire national et ayant accès au marché du travail.

DEFM / CHÔMEUR

Chômeur = actif sans emploi selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE. *Avantage* : au plus proche de la réalité du territoire ;

Inconvénient : des données plus anciennes (2020)

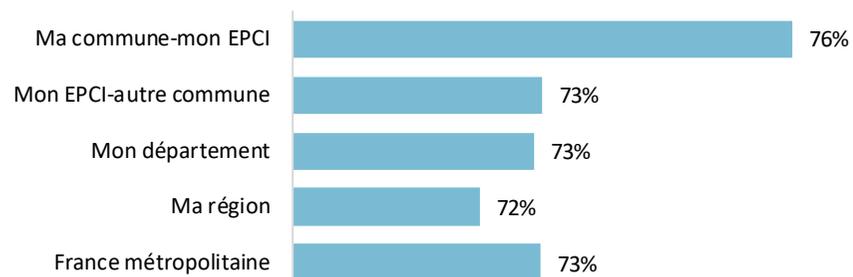
Demandeur d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) = personne qui s'est inscrite à France Travail. *Avantage* : des données récentes, en 2023 ;

Inconvénient : des données incomplètes (tous les actifs au chômage ne s'inscrivent pas à France Travail)

Catégorie ABC = personnes devant accomplir des démarches de recherche d'emploi, pouvant être sans activité (cat. A) ou en activité réduite (cat. B et C).

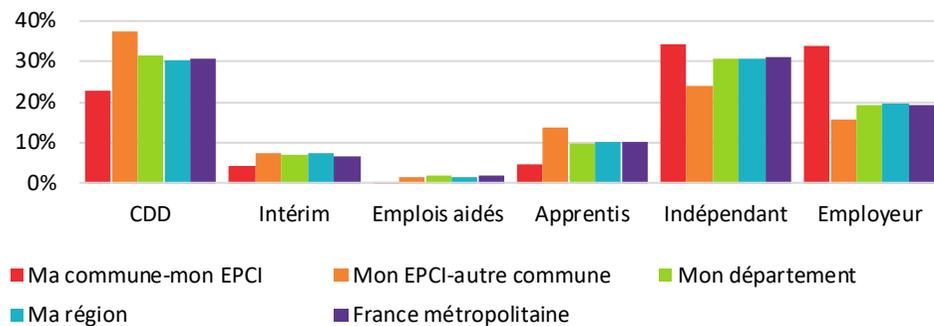
EMPLOI ET PRÉCARITÉ (2/2)

Actifs en CDI ou titulaires de la Fonction Publique



Source : INSEE, 2021

Autres modes d'emploi par type



Source : INSEE, 2021



730

Le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité pour ma commune-mon EPCI



8%

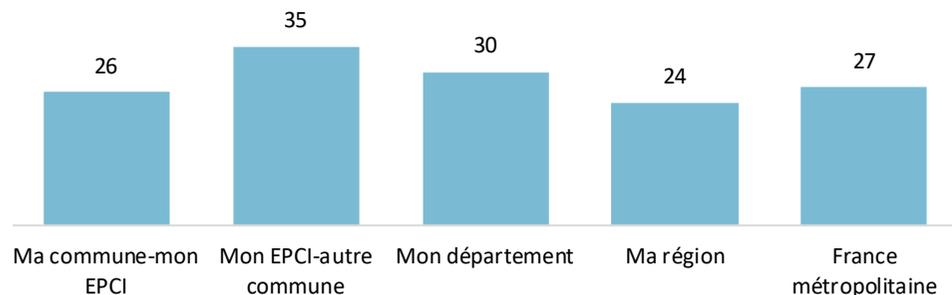
La part des emplois précaires au sein de la commune

Une stabilité de l'emploi similaire aux territoires de comparaison

- 76% des actifs de la commune en CDI ou titulaires de la Fonction Publique : une proportion aussi élevée qu'ailleurs
- Parmi ceux qui ne sont pas en CDI : 23% qui sont en CDD et 34% qui sont indépendants
- 26 bénéficiaires de la prime d'activité pour 100 actifs, pouvant indiquer une présence notable de "travailleurs pauvres" au sein de la commune

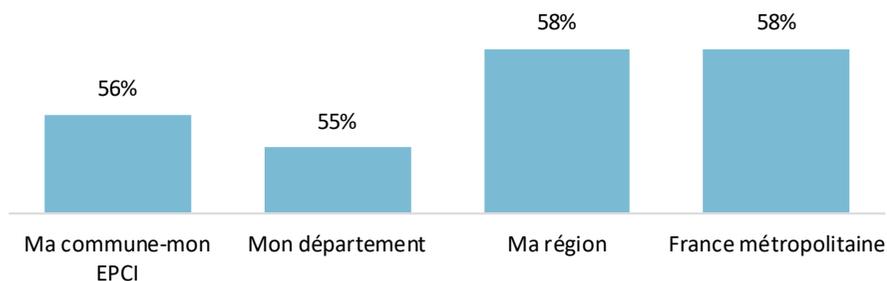


Foyers bénéficiaires de la prime d'activité pour 100 actifs



Source : CAF, 2022

Projets de recrutement jugés difficiles par les entreprises



Source : France Travail, 2023

LA PRIME D'ACTIVITÉ

La prime d'activité est une aide s'adressant à l'ensemble des travailleurs à faibles revenus. Elle est calculée en fonction des revenus et de la composition du foyer. Dès lors, elle permet d'indiquer le nombre de « travailleurs pauvres » sur un territoire.

ENQUÊTE BESOINS EN MAIN D'ŒUVRE

Chaque année, France Travail publie une enquête nationale sur les besoins en main d'œuvre dans les bassins d'emploi.

En 2024, l'enquête montre une diminution des projets de recrutement par rapport à 2023, dont 7 projets sur 10 concernent des établissements de moins de 50 salariés. Les secteurs d'activité comprenant le plus de projets de recrutement sont les services aux particuliers, les services aux entreprises et le commerce.

La part de recrutements jugés difficiles est en baisse par rapport à 2023 (57,4%, contre 61%) et est particulièrement visible dans les secteurs du textile, de l'habillement et du cuir, des industries extractives, énergie et gestion des déchets et dans le secteur du commerce de détail.

Source : Les besoins en main-d'œuvre des entreprises en 2024, France Travail enquête complémentaire BMO 2024



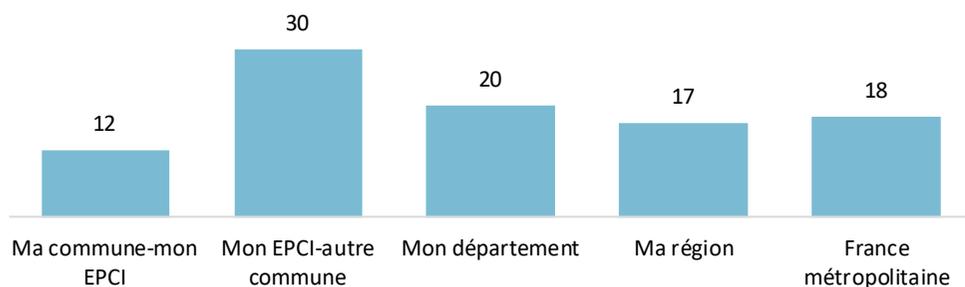
Initiative inspirante

Des chantiers d'insertion à **Retz-en-Valois (02)**

À découvrir dans l'onglet « Bonnes pratiques » sur ithea-conseil.fr

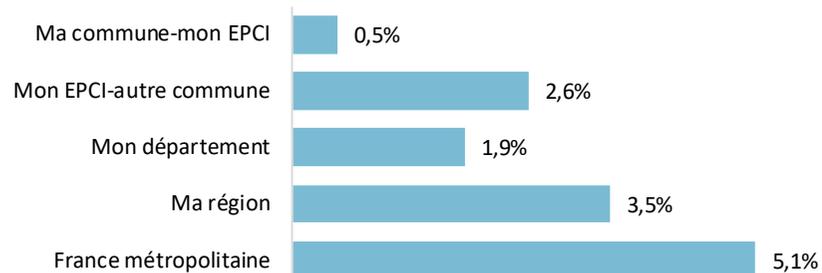
LOGEMENT ET PRÉCARITÉ

Foyers bénéficiaires d'au moins une aide au logement pour 100 ménages



Source : INSEE, 2021

Taux de logements suroccupés



Source : RPLS, 2023



72

Le nombre de résidences principales sans douche/baignoire pour ma commune-mon EPCI



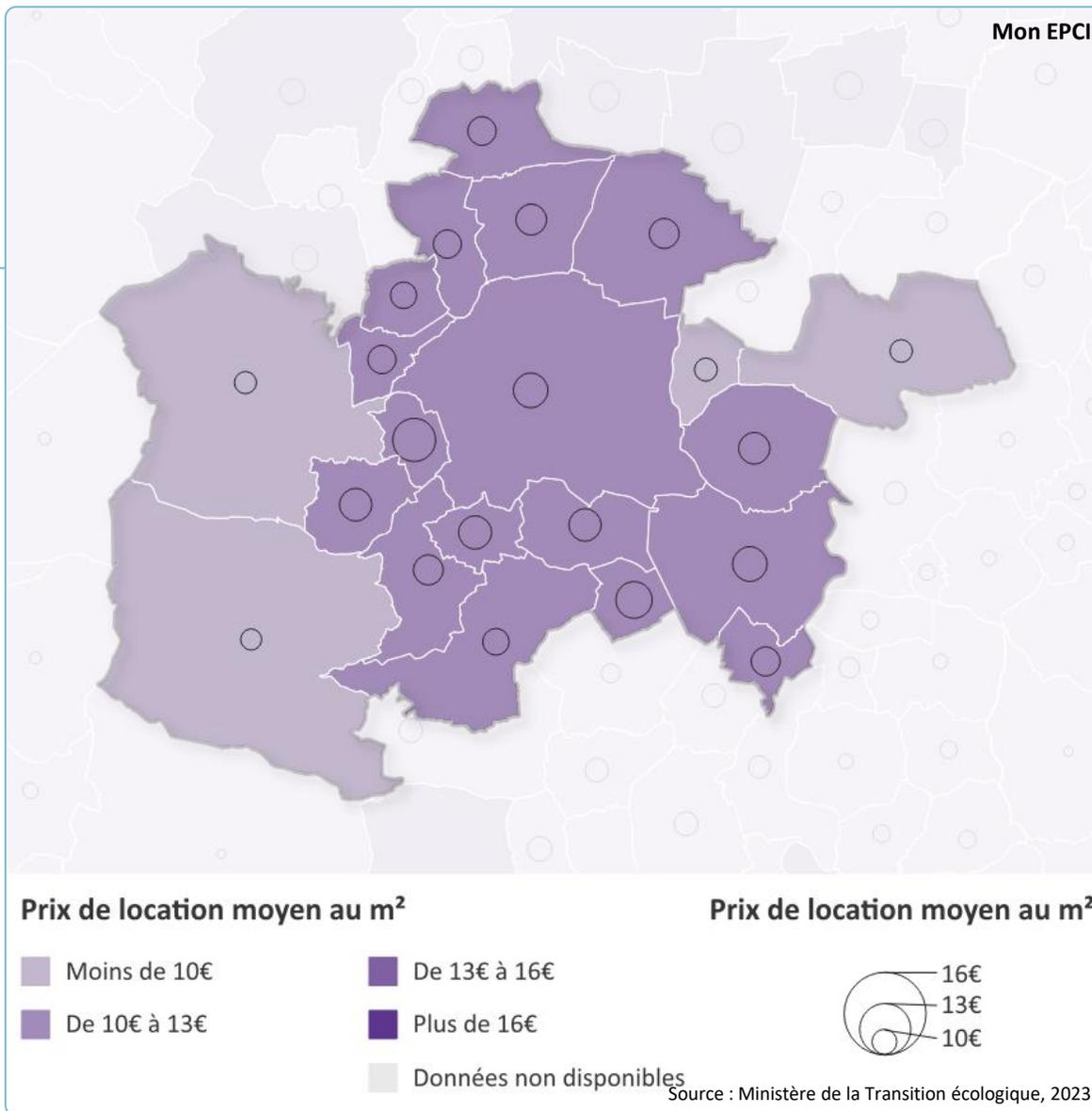
16%

La part des logements sociaux parmi les résidences principales de la commune

Un recours aux aides modéré pour se loger

- 12 foyers bénéficiaires d'au moins une prestation d'aide au logement (APL, ALS, ALF) pour 100 ménages de la commune : une tendance inférieure aux territoires de comparaison
- 0,5% des résidences principales considérées comme suroccupées contre 2,6% pour mon EPCI-la commune de comparaison ou encore 5,1% pour la France métropolitaine
- Des logements sociaux qui représentent 16% des résidences principales de la commune : un parc social dans les tendances des territoires de comparaison





A l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, le loyer le plus élevé au mètre carré est enregistré pour Chamalières (12,1 €). Le plus faible est quant à lui enregistré pour Saint-Genès-Champanelle (9,5 €).

LOGEMENT SUROCCUPÉ

Un logement est suroccupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d'« occupation normale », dont le détail est :

- une pièce de séjour pour le ménage
- une pièce pour chaque adulte et pour chaque enfant de plus de 7 ans
- une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou sont âgés de moins de 7 ans

LE MAL LOGEMENT EN FRANCE

4 millions de personnes - soit 6% de la population - sont mal logées en France selon le rapport 2021 de la Fondation Abbé Pierre. On note trois formes principales de mal-logement :

L'habitat inconfortable. Par ex. habitats de fortune-cabane, camping -, gens du voyage

Le manque d'espace. Selon l'INSEE, le peuplement normal d'un logement répond à la norme présentée ci-dessus : « logement suroccupé »

L'absence de logement à soi. En France, 117 000 personnes n'ont pas de domicile personnel.

Initiative inspirante

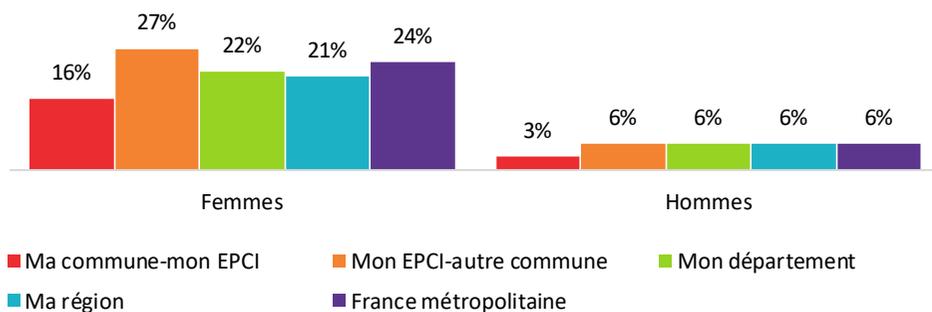


Une expérimentation du dispositif zéro logement vacant à **Vire (14)**

À découvrir dans l'onglet « Bonnes pratiques » sur ithea-conseil.fr

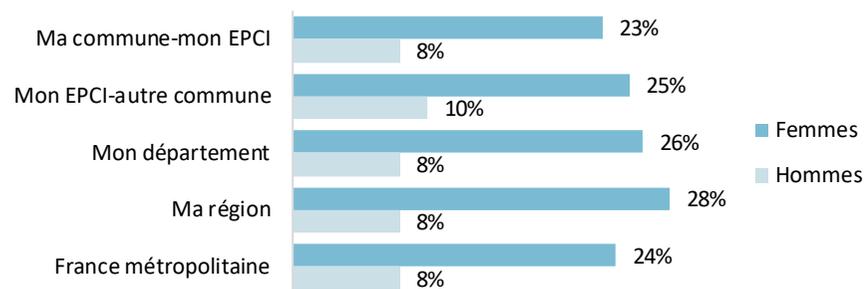
PRÉCARITÉ DES FEMMES

Familles monoparentales par sexe dans l'ensemble des familles



Source : INSEE, 2021

Travail à temps partiel des salariés



Source : INSEE, 2021



156

Le nombre de familles monoparentales dont le parent est une femme pour ma commune-mon EPCI



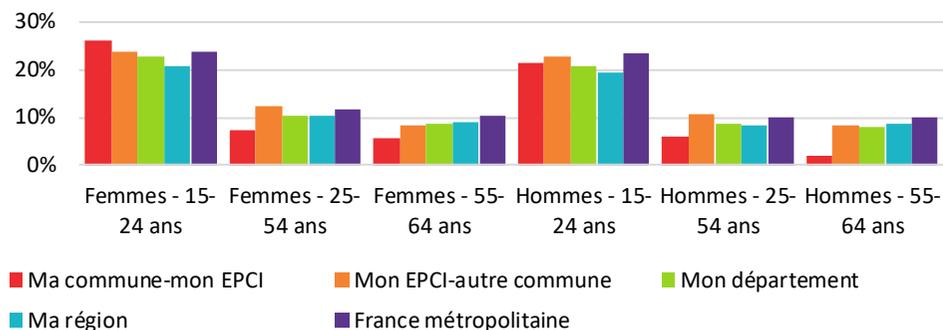
61%

La part des femmes parmi les personnes en CDD

- 16% des familles avec enfants dont le parent est une femme élevant seule son/ses enfant(s) contre 3% dont le parent est un homme élevant seul son/ses enfant(s)
- 23% des femmes salariées à temps partiel contre 8% d'hommes pour ma commune-mon EPCI : un écart aussi important qu'ailleurs, mais interrogeant tout de même sur le caractère subi ou non de ce temps de travail
- Des femmes qui représentent 61% des actifs en CDD de la commune, les hommes représentant donc 39%

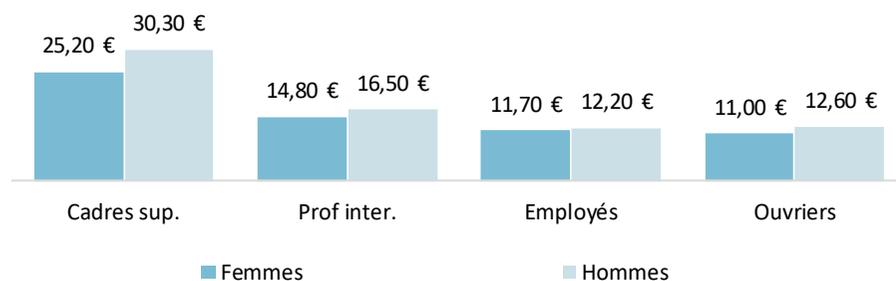


Taux de chômage par tranche d'âge et par sexe



Source : INSEE, 2021

Salaire horaire net moyen selon la CSP et le sexe



Source : INSEE DADS, 2021

SALAIRE HORAIRE NET MOYEN

Le salaire horaire net horaire moyen permet de comparer les rémunérations indépendamment du temps de travail. Il permet de mettre en avant de potentielles inégalités salariales sur le territoire.

LES INÉGALITÉS SALARIALES EN FRANCE

En 2022, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes demeurent bien présentes :

- Au global, le revenu moyen des femmes était inférieur de 24% à celui des hommes dans le secteur privé
- À temps de travail identique, le revenu moyen des femmes est inférieur de 15% à celui des hommes
- À poste comparable (sur la même profession, avec le même employeur), l'écart salarial se réduit à 4%

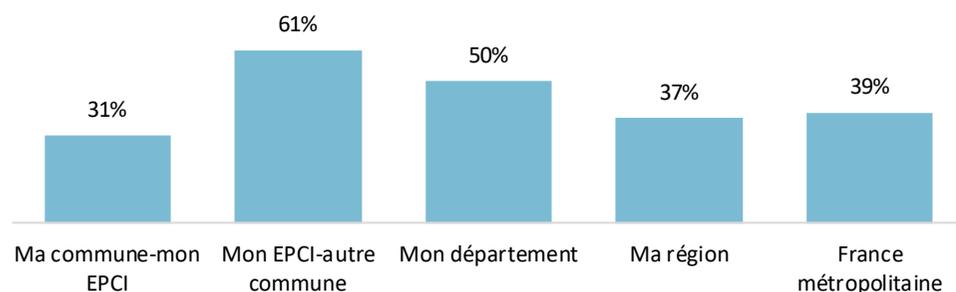
LE TEMPS PARTIEL SUBI

L'essor du travail à temps partiel (parfois subi) concerne surtout les femmes, puisque 80% de la population à temps partiel est féminine.* En France, ce sont 24% de femmes et 8% d'hommes qui occupent un emploi salarié à temps partiel. Les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire et/ou qui vivent en milieu rural sont les plus touchées.

*Insee, 2022

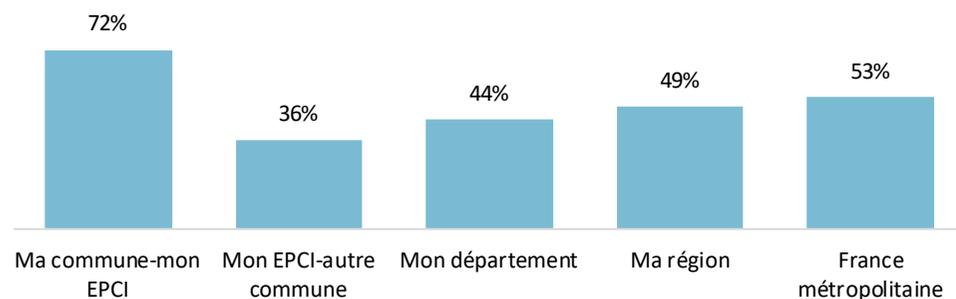
PRÉCARITÉ DES JEUNES

Ménages de moins de 30 ans allocataires d'une prestation légale



Source : CAF, 2022

Foyers de moins de 30 ans bénéficiaires d'une prestation insertion



Source : CAF, 2022



306

Le nombre de bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) de 16-24 ans pour ma commune-mon EPCI



72%

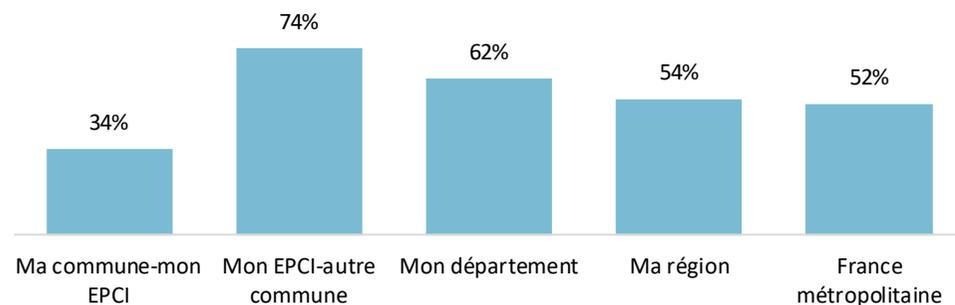
La part des ménages de moins de 30 ans bénéficiant d'une prestation insertion à l'échelle de la commune

Un recours aux aides et aux allocations de la part des moins de 30 ans plus faible qu'ailleurs

- 31% des ménages composés de moins de 30 ans allocataires d'une prestation légale pour ma commune-mon EPCI, une part moins qu'élevée qu'ailleurs, suggérant de moindres besoins mais pouvant également questionner le taux de recours chez les moins de 30 ans
- 160 foyers composés de personnes de moins de 30 ans bénéficiant d'une prestation légale contre 152 en moyenne sur les 5 années précédentes
- 72% foyers de moins de 30 ans bénéficiaires d'une prestation d'insertion (RSA et prime d'activité) contre 44% pour mon département ou encore 53% pour la France métropolitaine



Foyers de moins de 30 ans bénéficiaires d'une allocation logement



Source : CAF, 2022

Évolution des foyers allocataires d'une aide au logement de moins de 30 ans



Source : CAF, 2022

LES ALLOCATIONS LOGEMENT

Il existe trois aides au logement :

L'Aide Personnalisée au Logement (APL)

Destinée aux locataires d'un logement ancien ou neuf, qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire du logement et l'Etat.

L'Allocation de Logement Familial (ALF)

Destinée aux personnes ne pouvant bénéficier de l'APL et étant mariées depuis moins de 5 ans ou ayant des enfants ou une personne à charge.

L'Allocation de Logement Social (ALS)

Destinée aux locataires ne pouvant bénéficier ni de l'APL ni de l'ALF.

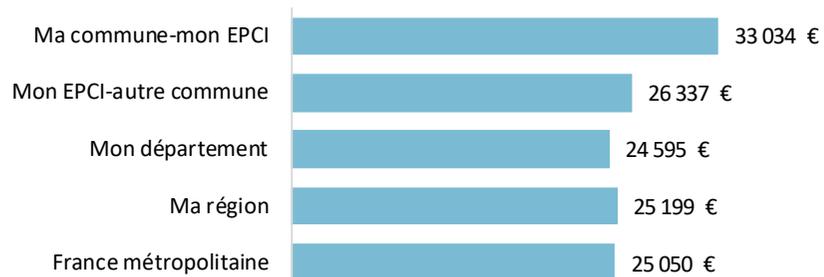
Initiative inspirante

Les Kolocations à projets solidaires - Afev

À découvrir dans l'onglet « Bonnes pratiques » sur ithea-conseil.fr

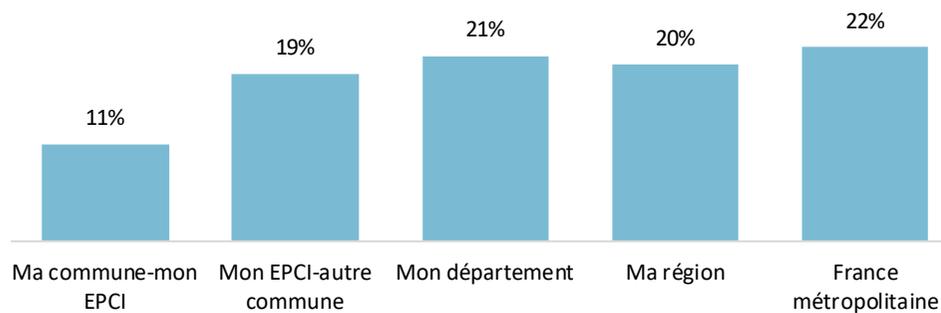
PRÉCARITÉ DES SÉNIORS

Retraites et pensions par foyer fiscal



Source : DGFIP, 2023

Séniors exonérés de la Contribution Sociale Généralisée



Source : Observatoire des Fragilités, 2023



167

Le nombre de séniors exonérés de la CSG pour ma commune-mon EPCI



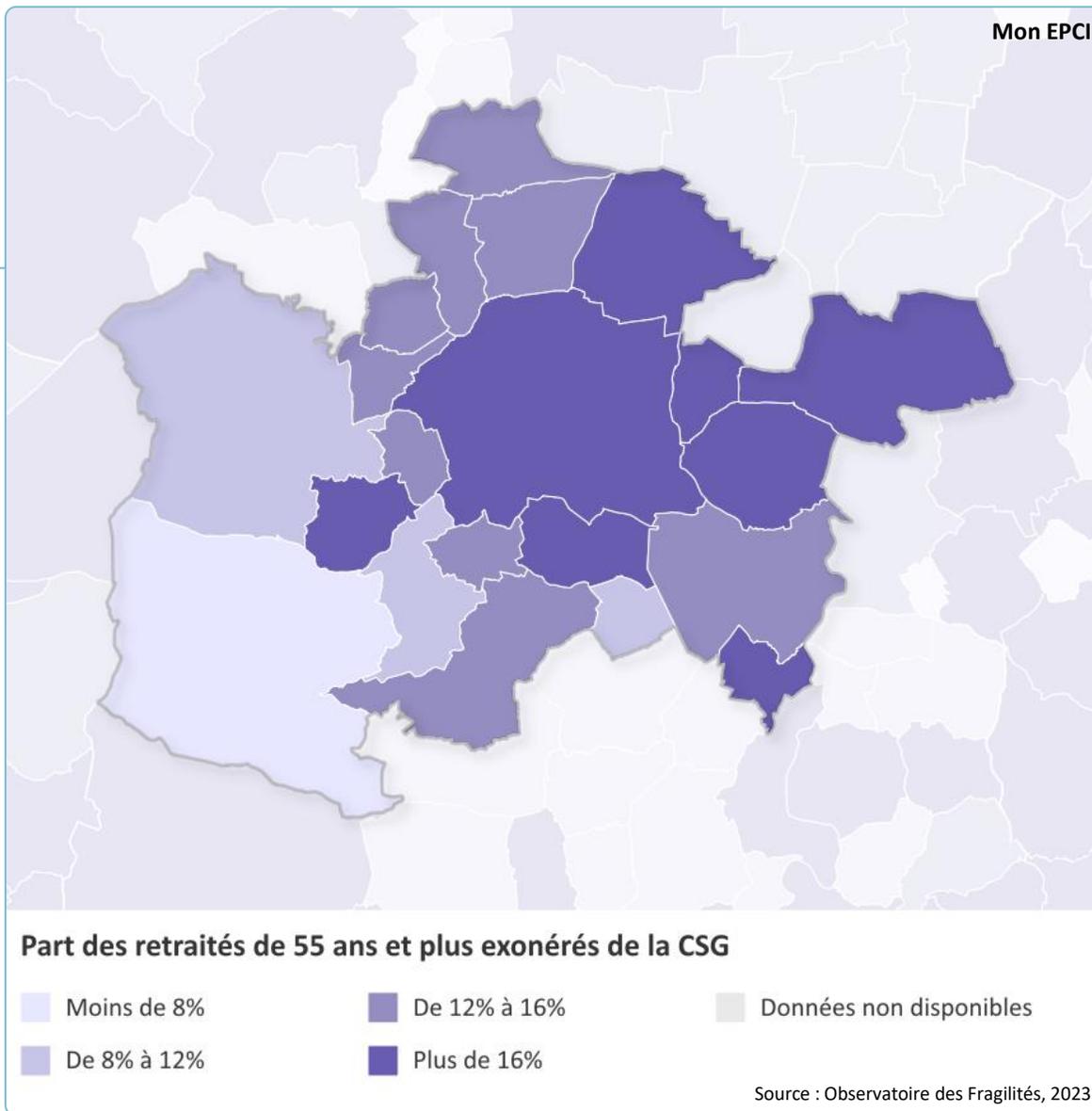
28%

La part des retraités au sein de la population de la commune

Des séniors ayant des revenus plutôt élevés

- 11% des séniors exonérés de la Contribution Sociale Généralisée : un taux inférieur aux territoires de comparaison
- Des retraites et pensions qui représentent 33 034€ par foyer fiscal contre 26 337€ pour mon EPCI-la commune de comparaison ou encore 25 050€ pour la France métropolitaine





A l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, la part la plus élevée de retraités 55 ans et plus exonérés de la CSG est enregistrée pour Clermont-Ferrand (26%). La part la plus faible est quant à elle enregistrée pour Saint-Genès-Champanelle (6%).

LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Une personne est exonérée de la CSG lorsque qu'elle a un revenu inférieur à 12 230 € par an ou 18 760 € par an pour un couple.

Les revenus pris en compte sont les suivants : revenus d'activité, de remplacement, du patrimoine, de placement et sommes engagées ou redistribuées par les jeux.

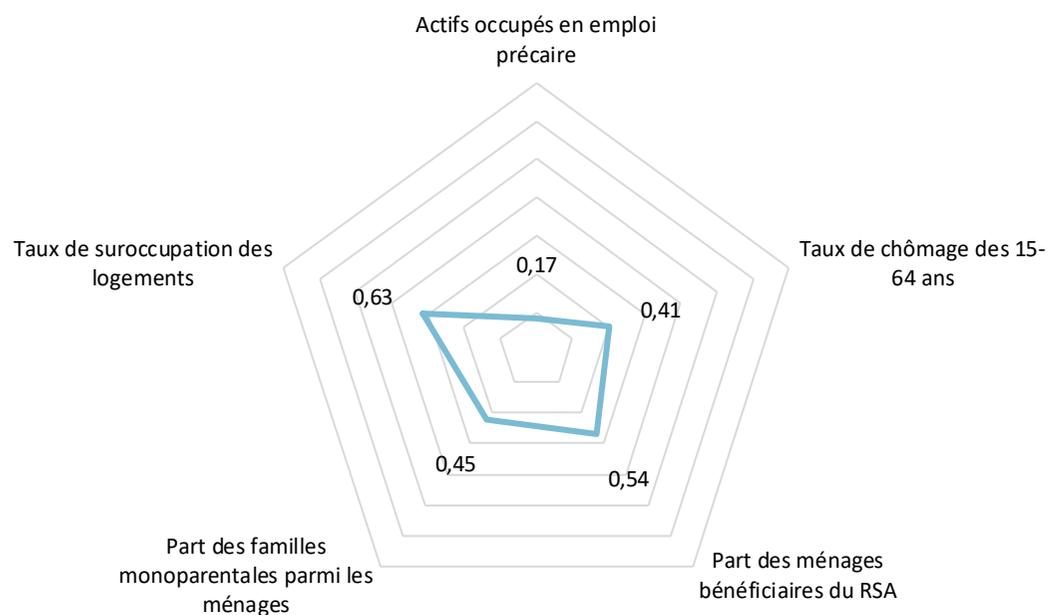
LES SÉNIORS EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

La précarité des personnes âgées est un phénomène moins visible statistiquement que la précarité des jeunes mais pourtant bien présent. Cette précarité existe après mais aussi avant la retraite avec une moindre employabilité des travailleurs âgés et un piège à précarité qui se crée pour les chômeurs seniors. Selon la fondation Abbé Pierre, les retraités comptent pour 10% de la population pauvre et on comptait trois fois moins de seniors pauvres en 2000 par rapport à 2020.

Par ailleurs, ces moyennes cachent une inégalité entre les femmes et les hommes puisque 10% des femmes de 75 ans et plus vivent sous le seuil de pauvreté contre 8% des hommes. Avec des parcours de vie moins linéaires que les hommes (grossesses, temps partiels, ...), elles ont de plus petites retraites.

LA THÉMATIQUE EN BREF

Indice de fragilité socioéconomique



Sources : INSEE 2021, CAF 2022



0,44

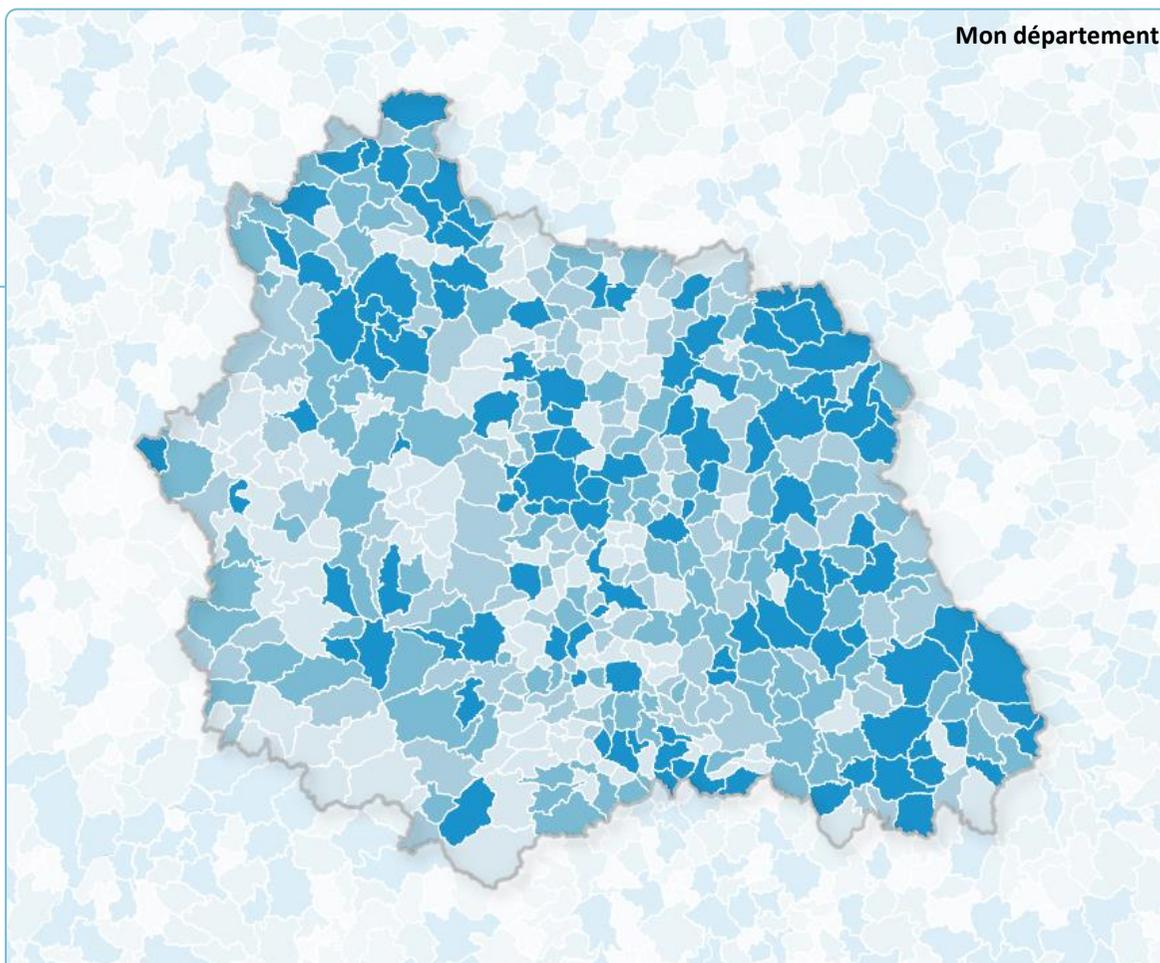
L'indice de fragilité socioéconomique calculé pour Ma commune-mon EPCI

Plus l'indice est élevé, et plus le niveau de fragilité socioéconomique est important.

Avec un indice de 0,44 pour Ma commune-mon EPCI, 44% des communes du département enregistrent un indice inférieur, et donc un niveau de fragilité socioéconomique moins élevé.



Mon département



Indice de fragilité socioéconomique



La carte représente l'indice de fragilité socioéconomique à l'échelle départementale, avec un découpage au niveau des communes.

INDICATEURS MOBILISÉS

Part des actifs occupés en emploi précaire

Source : INSEE 2021

Taux de chômage des actifs de 15-64 ans

Source : INSEE 2021

Part des foyers bénéficiaires du RSA parmi les ménages

Source : CAF 2022, INSEE 2021

Part des familles monoparentales parmi les ménages

Source : INSEE 2021

Taux de logements suroccupés hors studio de 1 pièce

Source : INSEE 2021

MÉTHODOLOGIE

L'indice est calculé en 3 étapes :

- 1/ Calcul de 3 indicateurs clés pertinents pour la thématique
- 2/ Pour chaque indicateur, calcul du positionnement sur une échelle de 0 à 1 de la commune par rapport aux autres communes du département (méthode des déciles). Cette étape permet de disposer de 3 indices primaires.
- 3/ Moyenne des 3 indices primaires, qui nous permet de disposer d'un indice global

Les 3 indices primaires sont représentés sur le graphique de la page précédente. La carte ci-contre représente l'indice global.



Ithéa Conseil SAS

21 rue du Faubourg Saint-Antoine 75011 Paris
communication@itheaconseil.fr
www.itheaconseil.fr